



Audition parlementaire
Conférence internationale sur le financement
du développement
Doha (Qatar), 28 novembre 2008



RAPPORT DE SYNTHÈSE

Conduite par le Président de l'UIP, M. Theo-Ben Gurirab, l'Audition avait pour but de donner aux parlementaires une occasion d'échanger leurs vues sur quelques-unes des questions marquantes posées à la Conférence. Une cinquantaine de parlementaires y ont participé.

M. Mohamed Bin Mubarak Al-Khulaifi, Président du Conseil consultatif du Qatar, a prononcé les paroles de bienvenue. Les intervenants étaient M. Eckhard Deutscher, Président du Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE, Mme Jane Stewart, Directrice du bureau de l'Organisation internationale du Travail à New York, ancienne parlementaire et ministre au Canada, et M. Roberto Bissio, Directeur exécutif de Social Watch et représentant du Forum de la société civile à la Conférence de Doha.

M. E. Deutscher a axé son intervention sur l'importance de l'aide au développement pour une mondialisation solidaire. Il a estimé que les questions de l'aide au développement et de l'efficacité de son administration étaient au centre de la Conférence de Doha. Il a relevé le rôle important qui incombe aux parlements de veiller à une large appropriation nationale du programme de développement et d'obliger le gouvernement à rendre compte. Il s'est réjoui de la forte participation des parlementaires au Forum de haut niveau d'Accra sur l'efficacité de l'aide, tenu en septembre 2008, et des nombreuses mentions des parlements dans le document final. Il s'est félicité à l'idée que l'UIP participerait au Groupe de travail sur l'efficacité de l'aide.

Cependant, M. Deutscher a prévenu l'assemblée que les crises financière et économique auraient des répercussions néfastes sur les flux de l'aide et qu'il serait important pour la crédibilité des donateurs qu'ils honorent leurs engagements. Il a apporté une note positive en informant l'assemblée que, dans une récente déclaration, les membres du CAD de l'OCDE avaient confirmé leurs engagements en matière d'aide et décidé de maintenir des flux d'aide conformes à ces engagements. Le Secrétariat de l'OCDE observerait le comportement des donateurs du CAD pour voir s'ils tiennent cette promesse.

Mme J. Stewart a parlé de l'importance de l'emploi pour le développement. Elle a souligné que le travail était au centre du développement et a estimé que la déclaration de l'OIT sur le plein emploi productif et le travail décent pouvait offrir au développement un cadre simple mais solide. Evoquant la double crise financière et économique, elle a dit que celle-ci avait déjà fait 10 millions de chômeurs de plus et ajouté 40 millions au nombre des personnes qui vivent avec moins d'un dollar E.-U. par jour. Elle a proposé que le travail et l'emploi soient au centre de tout plan de développement. Faisant écho à d'autres

intervenants, elle a exprimé l'espoir de voir la crise actuelle déclencher une réflexion créative et stimuler la recherche de stratégies nouvelles.

M. R. Bissio a rappelé que la Conférence de Monterrey aussi s'était tenue en période de crise. La tourmente actuelle, qui suit la crise de l'endettement de la plus grande économie du monde, sera cependant plus grave et mettra sous pression les systèmes politiques et sociaux, et les plus vulnérables seront les plus durement touchés. Il est difficile de faire des prévisions, a-t-il dit, mais les crises auront des conséquences particulièrement graves pour les pays en développement parce que les exportations souffriront et que les prix des produits de base baisseront. Il a craint qu'avec la diminution des emplois disponibles des millions de travailleurs migrants de pays en développement ne soient renvoyés chez eux. C'était ce qui se produisait déjà aux Etats-Unis par exemple, où deux millions de Mexicains étaient censés rentrer chez eux en 2009. S'exprimant au nom des organisations de la société civile, il a dit que leur présence à la Conférence avait pour effet de faire ressortir le caractère d'urgence de ces questions et il a appelé les dirigeants à mener une action conforme à leurs responsabilités.

Une discussion animée s'est engagée à laquelle ont participé plusieurs parlementaires présents dans la salle. Elle a porté sur les questions suivantes :

- *La crise financière mondiale.* Plusieurs intervenants et panélistes ont souligné que la crise du secteur financier avait gagné l'économie réelle. De plus, les décideurs devaient compter avec une montée de la pauvreté et du chômage, et avec une hausse des coûts entraînés par les changements climatiques. L'inégalité entre hommes et femmes a été également mentionnée comme un gros problème qui se pose dans beaucoup de ces crises et qui se retrouve dans tous les secteurs. Certains ont plaidé pour l'adoption de mesures résolument contracycliques qui relancent la demande et remettent à flot l'économie mondiale.
- *L'occasion de mener une réflexion créatrice et de changer de cap.* Les intervenants ont estimé que la simultanéité des crises était l'occasion de réfléchir à l'injustice de la répartition des revenus dans le monde et à l'inégalité du développement, ainsi qu'aux moyens de s'attaquer à ces problèmes avec un nouvel ordre économique mondial et une nouvelle architecture financière internationale. La démocratie parlementaire doit être l'épine dorsale de ce nouvel ordre mondial.
- *Aide au développement.* Plusieurs intervenants ont évoqué l'importance de voir honorés les engagements des donateurs. Ils ont craint que les niveaux de l'aide restent en deçà des promesses et que les donateurs aient encore plus besoin de résultats pour rester motivés. En même temps, ils ont relevé que l'aide seule ne suffirait pas à financer la réalisation des OMD. Pour atteindre ces objectifs, c'était tout le programme de financement du développement qu'il fallait soutenir.
- *L'engagement et le contrôle parlementaires* seront d'une importance cruciale pour la réalisation du programme de financement du développement dans son ensemble, en particulier en période de crise. Les commissions parlementaires doivent être mieux informées des questions de la coopération au développement : tout en dissipant les mythes sur le but et l'impact de l'aide, les parlements doivent aussi intensifier leur contrôle de l'usage réel fait des fonds distribués au titre de l'aide.

Les parlements doivent aussi s'employer davantage à veiller à rationaliser les systèmes des donateurs sur le terrain, à éviter le morcellement et le double emploi.

- *Le message des parlements à la Conférence internationale* a été évoqué dans plusieurs interventions. Il a été jugé équilibré et l'on a constaté qu'il touchait à plusieurs questions qui étaient souvent oubliées dans des débats similaires, telles que les dépenses militaires, qui avaient augmenté de manière spectaculaire ces dernières années et qui avaient relégué à l'arrière-plan les priorités du développement. Plusieurs intervenants se sont prononcés en faveur de la décision de l'UIP de convoquer une conférence parlementaire mondiale sur la crise financière au printemps 2009.

Dans son allocution de clôture, le Président de l'UIP a lancé un appel à toutes les personnes présentes pour qu'elles pressent leurs délégations nationales de veiller au maintien de deux mentions importantes du rôle du Parlement, qui étaient encore provisoires dans le projet de document final de la Conférence.